Document généré le 12 oct. 2024 01:49

Bulletin d'histoire politique

D'une commémoration à l'autre

Manon Leroux

Volume 11, numéro 1, automne 2002

La mémoire d'octobre : art et culture

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1060576ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1060576ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Leroux, M. (2002). D'une commémoration à l'autre. *Bulletin d'histoire politique*, *11*(1), 82–92. https://doi.org/10.7202/1060576ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

D'une commémoration à l'autre

MANON LEROUX
Historienne

Il est des anniversaires qu'on célèbre en grande pompe en raison du caractère victorieux ou porteur d'espérance de l'événement commémoré : la fin d'une guerre, une fondation, une réussite. Il en est d'autres qu'on passe sous silence, parce qu'ils nous rappellent un échec. La Crise d'octobre 1970 se situe entre ces deux pôles, commémorée plus ou moins intensément par les différents groupes de la société québécoise en 1980, 1990 et 2000. « La Crise d'octobre 1970 appartient à cette catégorie d'événements dont la signification ne fait pas encore l'unanimité »[1], écrivait Pierre Gravel dans son éditorial du 6 octobre 1990 dans *La Presse*. On peut affirmer sans hésiter qu'elle ne la fera jamais l'unanimité, même dans un éventuel Québec souverain. Ne se querelle-t-on pas encore sur le sens à donner aux troubles de 1837-1838, cent cinquante ans plus tard ?

C'est en lisant un article de Brigitte Deschamps[2] sur la commémoration du *Refus global* au fil des ans que nous est venue l'idée d'examiner les commémorations successives d'Octobre 1970. À première vue, le geste posé par le groupe des automatistes en 1948 et celui posé par les felquistes en 1970 n'ont pas grand-chose en commun. Ces derniers ont posé des gestes violents, auxquels les autorités ont répliqué de façon impressionnante (pour tout dire disproportionnée). Les automatistes revendiquaient des changements sur les plans artistique, culturel, social ; leur propos était anti-clérical, anti-politique, libérateur et élitiste. Les revendications felquistes touchaient les aspects social, politique et syndical, et étaient populistes, socialistes et violentes. Les deux groupes exigeaient toutefois chacun à sa façon une libération. De nos jours, le *Refus global* est perçu comme le signe d'un éveil, d'un commencement, comme un premier pas vers la modernité. La Crise d'octobre est généralement vue comme un recul vers la barbarie, une destruction des chances pour l'avenir, une nuisance pour l'image du Québec.

Malgré toutes ces différences, il reste que les deux événements ont été condamnés en leur temps, qu'ils ont été l'expression de mouvements de contestation et que leurs manifestes sont restés célèbres. Dans les pages qui suivent, nous présenterons les résultats, somme toute assez bruts, du dépouillement effectué dans les articles traitant de la Crise d'octobre dans *La Presse* et *Le Devoir* des mois d'octobre 1980 et 1990. Nous avons voulu mesurer la

différence dans l'ampleur et la nature des commémorations d'une décennie à l'autre, et, quand l'occasion s'y prête, d'un journal à l'autre. En général, la comparaison est difficile à faire entre les deux quotidiens puisque *Le Devoir* a publié moins d'articles que son compétiteur, surtout en 1990. Le nombre d'articles publiés par les deux quotidiens en 2000 a été si réduit (une dizaine au total) que nous avons exclu cette commémoration de nos calculs. Nous avons compilé et examiné les types d'articles, les points de vue rapportés (citations), les thèmes traités (soit le degré d'insistance sur certaines questions) et les parallèles faits avec l'actualité. Nous avons aussi analysé les éditoriaux (au nombre de 6), et fait une analyse des chronologies de la crise (3).

Avant d'aller plus loin, il serait bon de rappeler les différences de circonstances dans lesquelles ont été « célébrés » les dixième et vingtième anniversaires d'Octobre. C'est en octobre 1980 que le rapport Duchaîne sur les Événements d'octobre a été rendu public (du moins en grande partie). Il est donc difficile de savoir à quel point et en quels termes les médias auraient parlé du dixième anniversaire si le rapport avait été dévoilé, disons, un an plus tôt ou un an plus tard. Des 32 articles parus en octobre 1980, 13 traitent spécifiquement du rapport, et 11 en font mention (24/32 en tout)[3]. Il est certain qu'un bon nombre de ces articles n'auraient pas été écrits dans le cas suggéré plus haut. De plus, en octobre 1980, il reste des questions à élucider (plus qu'en 1990), des procès à venir (Nigel Hamer); Francis Simard et Paul Rose sont encore en prison; certains membres de la cellule Libération ne sont pas revenus au pays; Pierre Elliot Trudeau est encore au pouvoir; et finalement le militantisme social (entre autres les groupes communistes) est encore actif. Le contexte social et politique présente donc des différences majeures avec celui d'octobre 1990.

Le corpus de recherche est constitué de 71 articles de tous genres: 32 en 1980, 39 en 1990; 48 dans *La Presse*, 23 dans *Le Devoir*. Nous avons aussi fait un dépouillement pour trouver des articles en 1985 et 1995, mais le corpus s'est révélé trop petit pour se prêter à la moindre comparaison (4 articles au total en 1995).

Nous avons fait une analyse plus poussée des types d'articles en les divisant selon les catégories suivantes: entrevue (ou compte-rendu d'entrevue); éventail de points de vue sur une ou des questions; compte-rendu d'un événement; annonce d'un événement à venir; éditorial/chronique; survol général de la crise; entrefilet informatif; présentation d'un rapport (Duchaîne, en l'occurrence); critique de livre; témoignage; document; portrait de personnage. Nous avons exclu du calcul les chronologies. Le tableau suivant résume les calculs en pourcentages (sur le nombre total d'articles pour une année), les chiffres pour les deux journaux étant confondus:

DISTRIBUTION DÉTAILLÉE DES ARTICLES PAR ANNÉE (%)

	1980	1990
Entrevue (ou compte-rendu d'entrevue)	6,5	13,5
Éventail de points de vue		38,5
Compte-rendu d'événement	13	5
Annonce d'événement	10	
Éditorial / chronique	22,5	13,5
Survol général de la crise	3	3
Entrefilet	13	
Présentation de rapport	32	
Critique de livre		13,5
Témoignage		3
Document		5
Portrait de personnage		5
TOTAUX	100	100

Comme on peut le voir, la variété des articles est plus grande en 1990, et certains types d'articles parus cette année-là (en particulier dans *La Presse*) sont plus typiques de la commémoration: portraits de personnages à vingt ans de distance, éventails de points de vue de divers acteurs et témoins, présentation de documents un peu oubliés (le Manifeste, et l'allocution de P. E. Trudeau à la télévision[4]). On peut assez facilement expliquer la prédominance de certains types de textes: on retrouve 10 articles portant sur le rapport Duchaîne en 1980, puisqu'il vient d'être publié. En 1990, aucun rapport d'enquête n'a été dévoilé récemment. Le nombre d'entrevues est probablement plus élevé en 1990 parce que les gens sont moins réticents à parler d'événements lointains et que leurs propos ne peuvent plus nuire à leur carrière (terminée ou presque). C'est pour ces deux raisons que François Baby livre son témoignage en 1990 dans *Le Devoir*[5]: il considère que les vingt ans qui le séparent des événements le libèrent de son secret vis-à-vis le premier ministre Jean-Jacques Bertrand. Pour ce qui est des éditoriaux et articles d'opinion, on peut suggérer que le plus grand nombre de ceux-ci en 1980 est dû à la subsistance de questions non résolues, que les éditorialistes tiennent à soulever pour faire avancer les choses.

Il n'y a par contre pas vraiment de raison apparente pour qu'il y ait, en 1990, moins de comptes-rendus et d'annonces d'événement: en 1980 paraissent trois entrefilets qui annoncent des rassemblements ou des conférences à venir pour le dixième anniversaire. En 1990, ce n'est qu'après coup que *Le Devoir* rend compte des propos de Pierre Vallières à la soirée du 5 octobre,

et il annonce en fin de texte une manifestation pour le 16, soit un seul événement de la série « Octobre chaud »[6] parmi plusieurs.

Nous avons ensuite voulu savoir qui les journalistes ont choisi de citer ou d'interviewer selon les années. Nous avons classé les gens cités en 16 catégories (on trouvera le tableau détaillé en annexe), réparties entre les gens en fonction en 1970 et « aujourd'hui » (en 1980 ou en 1990, selon le cas), et ceux que l'on peut considérer comme ayant été du côté du pouvoir (politiciens, policiers, informateurs), des militants (felquistes, syndicalistes, personnes arrêtées) ou des observateurs plus neutres (journalistes, historiens, professeurs...). [Notons que ce sont les citations qui ont été comptabilisées, et non pas les articles où on en trouve; c'est la raison pour laquelle les chiffres ne correspondent pas du tout au nombre d'articles].

Ce qui ressort d'abord de l'observation du tableau, c'est qu'on a fait grand usage des citations en 1990, environ cinq fois plus qu'en 1980, alors que le nombre d'articles n'est plus grand que d'à peine 25%. On pourrait croire à une transformation de la méthode de travail des journalistes, mais en fait, la différence est probablement due aux types d'articles privilégiés en 1990 (éventails de points de vue, entrevues). Ensuite, la diversité des personnages cités en 1990 est également plus grande. Les personnages les plus cités en 1980 sont les anciens felquistes, les politiciens actuels et les militants actuels. Deux absences sont assez notables parmi les cités de 1980: on ne trouve aucun membre de l'armée ou de la police (peut-être sont-ils liés par le secret), et aucune personne arrêtée en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. Pourtant, en 1980, comme on le verra plus loin, le thème de la Loi sur les mesures de guerre est maintes fois traité, plus qu'en 1990.

Les personnages cités le plus souvent en octobre 1990 sont (en ordre décroissant) les anciens felquistes, les anciens politiciens, les historiens/auteurs, les journalistes actifs en 1970, les anciens membres de la police ou de l'armée, les anciens syndicalistes et les politiciens actuels. On y trouve donc une bonne variété de points de vue, mais il ne faut pas oublier que ce sont souvent les mêmes qui reviennent: Paul Rose, Jacques Lanctôt (ex-FLQ), Jérôme Choquette (ex-ministre de la Justice), Marc Lalonde (cabinet de Bourassa), le lieutenant Giguère (Ville de Montréal) sont cités plusieurs fois.

L'approche qui nous a semblé la plus intéressante et la plus révélatrice est celle du degré d'insistance sur certaines questions, ou autrement dit le choix des thèmes traités (annexe II). Nous avons noté de façon différente les mentions faites dans un article et les textes complets portant sur un sujet. Dans le tableau, la première ligne est celle du nombre de mentions, la seconde du nombre de textes. Il va de soi qu'un texte complet sur un sujet a plus de poids dans notre analyse qu'une simple mention.

Le tableau nous permet de voir une répartition claire des thèmes selon les années. En 1980, la préférence (l'intérêt) est accordée aux questions suivantes : la Loi sur les mesures de guerre et les arrestations qui en découlèrent ; le cafouillage policier et les conflits entre la GRC, la SQ et la SPCUM ; l'infiltration policière et l'infiltration étrangère dans le FLQ ; et la Crise comme prétexte à une répression d'envergure des mouvements de gauche ou nationalistes. L'intérêt porté à la Loi sur les mesures de guerre peut en partie s'expliquer par les revendications de l'époque pour un remplacement de cette loi (ce qui fut fait au cours des années 1980). Du côté de l'infiltration policière et étrangère dans le FLQ, c'était une question encore très « populaire » puisque le débat tirait tout juste à sa fin, après avoir fait rage dix ans (on ne se posait plus de questions là-dessus en 1990[7]). Il est moins évident d'expliquer pourquoi on a moins parlé de la Crise comme prétexte à une répression d'envergure et du cafouillage policier en 1990.

De nombreux sujets ont été traités en 1990 qui ne l'avaient pas été (ou peu) dix ans plus tôt : le rôle des médias dans la crise, les idées et le but du FLQ, le rôle de Pierre Elliott Trudeau et ses relations avec Robert Bourassa, le sort des mouvements sociaux et indépendantiste depuis 1970, et « ce qui en serait aujourd'hui », c'est-à-dire comment les choses se dérouleraient si une nouvelle crise se déclarait (préparation de la police, Loi des mesures d'urgence). P. E. Trudeau étant encore au pouvoir en 1980, on peut supposer que le recul n'a permis de discuter de son rôle dans la crise que dix ans plus tard. Cela veut-il dire que les médias n'osent pas discuter des faits et gestes passés d'un politicien encore en fonction ? Il est également étonnant de voir que le rôle des médias n'a même pas été effleuré en 1980. Et encore plus étonnant qu'il n'y ait aucune mention, ni en 1980 ni en 1990, du FLQ avant 1970. On peut comprendre que *La Presse* et *Le Devoir* aient attendu vingt ans avant de se prononcer sur l'influence de la Crise d'octobre sur l'évolution des mouvements sociaux et indépendantistes au Québec, mais en octobre 1980, le PQ avait déjà été élu, et le référendum avait eu lieu — il n'y est jamais fait allusion, sauf dans une chronique de Lysiane Gagnon[8]. Personne en 1980 ne semble vouloir tisser de parallèle entre les revendications nationalistes des felquistes et l'avènement au pouvoir du parti indépendantiste.

Un autre événement a par contre donné lieu à de nombreux parallèles en 1990 : la crise d'Oka. Cette dernière n'était pas terminée depuis deux mois lors de la parution des articles de notre corpus en octobre. Sur les 39 textes, 11 en font mention, et 3 portent spécifiquement sur les ressemblances et les différences des deux crises (14 en tout) — c'est beaucoup. Les 14 articles se partagent assez également entre *La Presse* et *Le Devoir*, qui font mention d'Oka dans respectivement 36% et 33% de leurs articles de 1990.

Le dépouillement des six éditoriaux ne peut pas se faire de façon aussi systématique que celle que nous avons employée jusqu'ici. Nous en avons donc extrait les opinions et les questions posées.

La Presse et *Le Devoir* ont tous deux publié deux éditoriaux en 1980, soit un avant la publication du rapport Duchaîne, et un après. Le premier éditorial de *La Presse*, écrit par Vincent Prince[9], est très dur envers les felquistes, et ne condamne pas complètement l'utilisation de la Loi sur les mesures de guerre : selon lui, il n'y avait pas d'autre législation plus appropriée à laquelle recourir rapidement. Il écrit aussi que rien ne permet de dire qu'Ottawa voulait, avec cette opération répressive, discréditer les mouvements de gauche (une thèse répandue dans les articles de 1980). Il conclut en disant qu'il ne faudrait pas mettre l'accent sur les erreurs de ceux qui voulaient protéger la population et faire des héros de ceux qui, en plus d'avoir recouru au terrorisme, ne regrettent rien. Chez *Le Devoir*, Jean-Claude Leclerc[10] ne porte pas de jugements sur les belligérants de la Crise ; il réfléchit plutôt sur des questions non résolues, comme l'ampleur du FLQ, les informateurs, l'infiltration américaine. Il s'inquiète surtout de savoir, non pas ce qui s'est réellement passé en 1970, mais ce qui se passe depuis, et aujourd'hui (agents secrets grevant le mouvement syndical). Il conclut en disant que le Québec a fort peu appris de cette crise.

Après la publication du rapport Duchaîne, le même Jean-Claude Leclerc a écrit un autre éditorial[11], qui porte presque exclusivement sur ce rapport. Jean-Guy Dubuc, de *La Presse*, livre une réflexion[12] qui se conclut avec des inquiétudes sur l'avenir et sur nos politiciens : ces derniers ont-ils retrouvé le leadership qui manquait en 1970? Le Québec est-il maintenant à l'abri d'une aussi triste crise ?

Lise Bissonnette a écrit l'unique l'éditorial du *Devoir* sur la crise en octobre 1990[13]. On y comprend en quelque sorte pourquoi ce journal a consacré trois fois moins d'articles à Octobre que *La Presse* cette année-là. Bissonnette critique vigoureusement l'existence de cette commémoration. Il faut selon elle en finir avec le romantisme et la complaisance, il faut enterrer l'exaltation et le mythe ; cet anniversaire devrait être le dernier. Elle accuse les médias de gonfler les événements comme on a reproché aux autorités de l'avoir fait en 1970. Elle termine en disant que le FLQ n'est pas étranger aux ratés constitutionnels du Canada, sans en être toutefois responsable. Elle lui fait tout de même porter la responsabilité des mauvaises perceptions du nationalisme québécois.

Dans *La Presse*, Pierre Gravel[14] ne condamne pas aussi carrément le fait de se souvenir d'Octobre. Il passe plutôt en revue ce que l'on « sait » maintenant de la Crise. Il écrit que le FLQ n'a pas empêché le développement du mouvement indépendantiste par des voies démocratiques. Il va même

jusqu'à dire que le Canada, en 1990, n'a jamais été aussi près de l'éclatement souhaité par le FLQ.

En conclusion, les éditorialistes de 1980 sont plus préoccupés par les questions non résolues de la Crise et par le danger d'une nouvelle crise ou de nouveaux abus de pouvoir, que par le fait de savoir s'il faut ou non commémorer Octobre. En 1990, *Le Devoir* cherche à se distancer des commémorations (à cause du mal fait à la cause indépendantiste par le FLQ) et les critique. *La Presse*, peut-être moins concernée par l'image du mouvement nationaliste québécois, fait un retour sur la Crise telle qu'on la connaît maintenant.

Pour terminer, nous nous sommes penchée sur les trois chronologies offertes aux lecteurs dans *Le Devoir* de 1980 et 1990 et *La Presse* de 1990. Il serait fastidieux d'exposer ici tout le processus de comparaison; nous nous contenterons des quelques traits qui ressortent de l'ensemble.

Les deux chronologies les plus imposantes sont celles du *Devoir*[15] de 1980 et de *La Presse*[16] de 1990 (deux pages complètes). Celle du *Devoir*[17] de 1990 est plus modeste (une demi-page). On retrouve dans les trois chronologies des grands événements qui se répètent de l'une à l'autre, en quelque sorte l'histoire « de base » de la Crise. Ce sont les autres événements, ceux qui ne sont pas essentiels au portrait général, qui sont révélateurs de l'objectif (conscient ou inconscient) du rédacteur. Nous avons donc traqué dans les chronologies certains éléments: des événements indirectement liés à la Crise (par exemple la loi forçant les médecins à mettre fin à leur grève), qui donnent une idée du contexte politique; des arrestations et libérations; des réactions et commentaires d'hommes connus, sans conséquence directe (par exemple René Lévesque — « Le Québec n'a plus de gouvernement »).

Les résultats sont les suivants: c'est dans *Le Devoir* de 1980 qu'on retrouve le plus de mentions d'événements indirectement reliés à la Crise (8 dans *Le Devoir* et 4 dans *La Presse*), et aussi beaucoup de réactions et commentaires (15 dans *Le Devoir* et 12 dans *La Presse*). Pierre O'Neill cherche donc à donner une bonne idée du climat social et politique d'octobre 1970. André Pratte, dans *La Presse* en 1990, se distingue de son collègue en mentionnant fréquemment les arrestations, avant et pendant la Loi sur les mesures de guerre (8 dans *La Presse* et 2 dans *Le Devoir*).

Il est surprenant de voir comment certains événements, qui aujourd'hui semblent essentiels à la compréhension de la Crise, ne figurent que dans une des chronologies. Tout d'abord, on ne mentionne qu'une fois le fait que Robert Bourassa est parti à New York en pleine crise, soit lors de son retour le 10 octobre (*Devoir*, 1990). Ensuite, seule *La Presse* (1990) mentionne que l'avocat des felquistes, Robert Lemieux, a été arrêté. La filature ratée de Paul Rose le 13 octobre ne figure que dans *Le Devoir* de 1980, mais il est question des aveux de la GRC à ce sujet le 3 novembre dans *La Presse* de 1990. Seul *Le Devoir* de

1980 croit utile de mentionner que dès le début novembre, la GRC savait où se cachaient les ravisseurs de Laporte en fuite (et omit de transmettre le renseignement à la SQ). Ce même *Devoir* nous apprend que le premier appel téléphonique avertissant les journalistes de l'exécution de Pierre Laporte n'a pas été pris au sérieux et qu'il a fallu le réitérer (les deux autres chronologies le passent sous silence). Et finalement, c'est toujours dans *Le Devoir* de 1980 qu'on trouve la première estimation de la taille du FLQ rendue publique, faite par la GRC le 15 octobre, une information essentielle pour comprendre l'ampleur de la réaction gouvernementale. Cette analyse permet de constater qu'une chronologie, surtout lorsqu'elle connaît des limites d'espace de publication, n'est jamais définitive...

Les informations obtenues grâce au dépouillement de ces 71 articles ne permettent pas à elles seules de tirer des conclusions sur la commémoration d'Octobre en 1980 et 1990; il faudrait aller examiner les productions télévisuelles, les événements (spectacles, manifestations), les autres publications pour avoir un portrait d'ensemble. Cela est encore plus vrai à propos de la commémoration d'octobre 2000: au cours des années 1990, on a vu se multiplier les réseaux de télévision et apparaître Internet; l'espace mis à la disposition des commémorants s'est élargi. Est-ce pour cela que les journaux d'octobre 2000 ont réservé un minimum de place au rappel ou à la réflexion sur les 30 ans de la Crise ? Ou devons-nous expliquer la décision des rédactions respectives du *Devoir* et de *La Presse* par une lassitude poussée à l'extrême ? On ne trouve en octobre 2000 aucun éditorial sur le sujet, aucune présence en une chez *La Presse*, pas de chronologie; on retrouve une énième entrevue avec Jérôme Choquette dans *Le Devoir* (le 5), et deux nouveaux visages dans *La Presse*, soit ceux de William Tetley (ministre de Robert Bourassa en 1970) et de Jacques Jourdain (chercheur) (les 5 et 6 octobre). Il se peut aussi que le 30e anniversaire ait été éclipsé par un autre événement de l'actualité, le décès de Pierre Trudeau, comme ce fut le cas en 1995 avec le référendum. Quoiqu'il en soit, il est à souhaiter que, les années ayant passé, la réflexion sur Octobre, dans le futur, ne se sclérose pas, se dégage du débat toujours actuel de la souveraineté du Québec, et soit également faite par les historiens, jusqu'ici presque absents du corpus de travaux sérieux sur Octobre. Peut-être l'indifférence croissante des journaux à l'endroit d'Octobre depuis dix ans est-elle un signe du déplacement du débat vers les autres médias, ou, espérons-le, un symptôme du détachement de l'actualité du souvenir de l'événement, pour passer désormais du côté de l'histoire, souvent moins soumise aux événements, plus indépendante de la demande médiatique, et donc des commémorations. L'intérêt nouveau de chercheurs de toutes disciplines ne peut que profiter à la réflexion collective pour dénouer ce nœud gordien de notre histoire, qui à la fois embête, passionne, exaspère et intrigue les Québécois depuis trente ans.

Annexe 1

Points de vue rapportés

	Devoir 1980	Presse 1980	Total 1980	Devoir 1990	Presse 1990	Total 1990
Anciens membres du FLQ	3	3	6	5	15	20
Anciens syndicalistes/ militants actifs en 1970		1	1	5		5
Militants/syndicalistes actuels	2	1	3	1	1	2
Jeunes militants actuels				4		4
Personnes arrêtées sous la Loi mes. guerre				2	2	4
Journalistes actifs en 1970				1	6	7
Historiens, auteurs				7	1	8
Avocats actifs en 1970				1	1	2
Artistes		2	2	2		2
Professeurs actuels					4	4
Anciens politiciens actifs en 1970	1		1	6	13	1 9
Politiciens actuels	2	2	4	3	2	5
Anciens membres police/ armée en 1970					6	6
Membres police/ armée actuels					1	1
Anciens informateurs					1	1
Autres : proche de Pierre Laporte				1	1	
			17			91

Annexe 2

Thèmes traités

	Devoir 1980	Presse 1980	Total 1980	Devoir 1990	Presse 1990	Total 1990
Déroulement Chénier & Laporte	2	3	5	1	4	5
					1	1
Déroulement Libération & Cross	1	1	2	1	1	2
Loi des mesures de guerre & arrestations	4	5	**9**	3	2	5
	1		**1**			
Ampleur de la crise (connue/inconnue)	3	2	5	2	2	4
	1		1		1	1
Cafouillage policier, conflits internes	2	3	**5**	1		1
	1	1	**2**		2	2
Rôle des médias				1		**1**
				1	**1**	
Infiltration policière	4	1	**5**	1	1	2
Infiltration étrangère	2	1	**3**			
FLQ avant 1970						
But et idées du FLQ	1	1	2		3	**3**
				1		**1**
P. E. Trudeau, Trudeau vs Bourassa	1	1	2	2	2	**4**
					1	**1**
Mouvement social depuis 1970				2		**2**
Mouvement indépendantiste depuis 1970				4	2	**6**
Prévisibilité de la crise		1	1		1	1
				1		1
Ce qui en serait aujourd'hui						
					2	**2**
Prétexte à une répression d'envergure	3	2	**5**		1	1
		1	**1**			

1. Pierre Gravel, « Vingt ans plus tard, comme si de rien n'était », *La Presse*, 6 octobre 1990, p. B2.

2. Brigitte Deschamps, «*Refus global*: de la contestation à la commémoration », *Études françaises*, vol. 34, no. 2-3, 1998, p. 175-190.

3. *Le Devoir* en fait mention (ou plus) dans 71% de ses articles, *La Presse* dans 78%.

4. Tous deux parus le 6 octobre 1990 en pages B3 et B2.

5. François Baby, «Octobre 1970: le gouvernement savait », *Le Devoir*, 17 octobre 1990, p. B8.

6. Clément Trudel, « Vallières déplore la sacralisation des gens d'affaires dans les médias », *Le Devoir*, 6 octobre 1990, p. A5.

7. « Pas de mystères glorieux, pas de services secrets, peu d'agents doubles et encore moins de provocateurs formés à Moscou ou Washington. Nous étions tout bêtement entre nous... », Lise Bissonnette, « Le coquelicot du souvenir », *Le Devoir*, 5 octobre 1990, p. A8.

8. Lysiane Gagnon, « Le souvenir ambigu de la Crise d'octobre », *La Presse*, 21 octobre 1980, p. A12.

9. Vincent Prince, « La Crise d'octobre, dix ans après », *La Presse*, 2 octobre 1980, p. A6.

10. Jean-Claude Leclerc, « La Crise d'octobre, 10 ans après », *Le Devoir*, 7 octobre 1980, p. 16.

11. Jean-Claude Leclerc, « L'enquête Duchaîne », *Le Devoir*, 10 octobre 1980, p. 10.

12. Jean-Guy Dubuc, « Avant de fermer le dossier FLQ », *La Presse*, 14 octobre 1980, p. A6.

13. Lise Bissonnette, *op. cit.*

14. Pierre Gravel, *op. cit.*

15. Pierre O'Neill, *Le Devoir*, 4 octobre 1980, p. 6-7.

16. André Pratte, *La Presse*, 6 octobre 1990, p. B6-B7.

17. Pierre O'Neill, *Le Devoir*, 5 octobre 1990, p. B2.